

COMMUNIQUE DE PRESSE

FACE A LA SURDITE DU GOUVERNEMENT, LA MOBILISATION S'IMPOSE !

Le 10 décembre 2019

Le 5 décembre dernier, les syndicats de gradés et gardiens de la Paix, Alliance Police Nationale et UNSA Police, ont appelé leurs mandants à poursuivre la mobilisation en nombre, sur l'ensemble du territoire national, afin de défendre à la fois leur métier et le statut spécial des policiers aujourd'hui remis en cause par le projet de réforme des retraites porté par le gouvernement.

Aujourd'hui, en l'absence d'évolution sur ce sujet, Alliance Police Nationale, UNSA Police et Unité Police SGP FO demandent à l'ensemble des organisations syndicales de se mobiliser pour la sauvegarde du statut des policiers de tous corps et de tous grades en se rassemblant demain **mercredi 11 décembre 2019 à 10H30 au siège du Conseil Economique Social Environnemental**, lors de l'intervention du Premier Ministre.

SYNERGIE-OFFICIERS et le SICP soutiennent ce nécessaire combat pour le particularisme de l'exercice du métier de policier, reconnu par un régime spécifique des retraites octroyé aux personnels actifs de tous grades.

Ce régime se trouve aujourd'hui battu en brèche par une réforme programmée qui discrimine parmi les policiers celles et ceux qui n'exerceraient pas pendant 27 années des fonctions suffisamment dangereuses pour bénéficier d'une possibilité de départ anticipé.

SYNERGIE-OFFICIERS et le SICP sont opposés au projet de réforme du gouvernement qui reste sourd face aux demandes légitimes de maintien du système accordé aux policiers qui ont démontré leur implication quotidienne au service de la sécurité de leurs concitoyens et de la sauvegarde des institutions républicaines.

SYNERGIE-OFFICIERS et le SICP s'associent à la démarche unitaire lancée par les trois organisations représentatives du corps d'encadrement et d'application pour se rassembler demain pendant le discours du Premier Ministre afin d'exprimer à nouveau les attentes des policiers en cette période d'absence de tout dialogue social.

SYNERGIE-OFFICIERS et le SICP demandent à leurs mandants et sympathisants de faire preuve de bienveillance à l'égard de leurs effectifs qui mènent avec détermination des actions revendicatives partout en France sans pouvoir bénéficier du droit de grève.

SYNERGIE-OFFICIERS et le SICP défendent les intérêts d'une police républicaine, qui agit dans le respect des lois et règlements, et dont les effectifs de tous corps, travaillant dans des conditions toujours plus difficiles et dangereuses (agressions, menaces à domicile, mise en cause systématique de leur action, perte de sens du métier etc.) méritent une juste reconnaissance que seul le maintien du statut consacrerait.